



**PETITION/
MOTION FOR
ORDER OF
PROTECTION**

**REQUÊTE/
MOTION EN VUE
DE LA DÉLIVRANCE
D'UNE
ORDONNANCE DE
PROTECTION**

Affaire n°
Tribunal
Comté
Division

REQUÉRANT

Prénom _____ Deuxième prénom _____ Nom _____
(cochez une case ou les deux, s'il y a lieu) Le requérant présente la requête en son propre nom
 Le requérant présente la requête au nom d'un mineur identifié à la page 2

OPPOSÉ À

DÉFENDEUR

Prénom _____ Deuxième prénom _____ Nom _____

Informations sur le défendeur :

Adresse de résidence actuelle : _____
Adresse de résidence habituelle : _____
Profession : _____
Nom de l'employeur : _____
Adresse de l'employeur : _____
École/collège/université (si actuellement inscrit) : _____
Adresse : _____

Sexe	Race	Date de naissance	Taille	Poids	Yeux	Cheveux	N° de sécurité sociale	N° de permis de conduire	État	Date d'exp

REMARQUE : Arme impliquée Considéré comme étant armé et dangereux

Le requérant et le défendeur sont impliqués dans une procédure de divorce garde droit de visite devant le Tribunal _____.

Le requérant affirme que le _____, 2_____, dans le comté de _____, au Kentucky, le défendeur nommé ci-dessus s'est livré à des actes de violence familiale et d'abus domestiques*, de violence et d'abus dans les fréquentations*, de harcèlement criminel ou d'agression sexuelle comme décrit ci-dessous. *Y compris des actes posés à l'encontre d'un ou de plusieurs animaux domestiques comme moyen de coercition, de contrôle, de punition, d'intimidation ou de vengeance.

Si vous avez besoin d'espace supplémentaire, veuillez utiliser une feuille de papier séparée et joignez-la à la requête/motion.

Faire parvenir des copies à :

Dossier judiciaire
Défendeur (copie avec des sections biffées signifiée avec assignation à comparaître)
Greffier du tribunal du comté de résidence habituelle du requérant, si différent

Organisme d'application de la loi / centre de régulation chargé des entrées au système LINK
Requérant
Bureau local du ministère des Services communautaires, CHFS
Organisme(s) d'application de la loi désigné(s) pour la signification

Le requérant **OU** Le requérant, au nom d'un enfant mineur, demande au tribunal de :

(1) **Délivrer une ordonnance de protection d'urgence ou temporaire** fondée sur la présence d'un danger immédiat et manifeste de violence familiale et d'abus domestiques, de violence et d'abus dans les fréquentations, de harcèlement criminel ou d'agression sexuelle, afin de :

empêcher le défendeur de commettre d'autres actes de violence familiale et d'abus domestiques, de violence et d'abus dans les fréquentations, de harcèlement criminel ou d'agression sexuelle.

empêcher le défendeur d'entrer en contact ou en communication non autorisé avec le requérant ou toute autre personne spécifiée par le tribunal. Si d'autres personnes ont besoin de protection, indiquez leur nom, leur date de naissance et expliquez pourquoi elles en ont besoin :

Si vous devez énumérer des noms supplémentaires, veuillez joindre une feuille de papier séparée.

Identifiez les exceptions que vous demandez au tribunal d'autoriser :

Le contact ou la communication limité suivant entre les parties peut être nécessaire :

Les parties peuvent avoir besoin de se trouver à moins de 500 pieds dans les espaces communs suivants dans certaines circonstances limitées :

Espace commun/adresse : _____

Circonstances : _____

Espace commun/adresse : _____

Circonstances : _____

Espace commun/adresse : _____

Circonstances : _____

Si vous devez répertorier des exceptions supplémentaires, veuillez joindre une feuille de papier séparée.

empêcher le défendeur de se rendre ou de s'approcher à moins d'une distance spécifiée d'un lieu de **résidence, d'une école ou d'un lieu de travail** explicitement décrits, ou **d'une zone où ledit lieu se trouve**.

**Toute adresse fournie ne sera pas considérée comme confidentielle et sera mise à la disposition du défendeur.*

Lieu : _____

Quel danger subsiste ? : _____

Lieu : _____

Quel danger subsiste ? : _____

Lieu : _____

Quel danger subsiste ? : _____

Si vous devez répertorier des lieux supplémentaires, veuillez joindre une feuille de papier séparée.

empêcher le défendeur de disposer ou d'endommager les biens des parties.

ordonner au défendeur de quitter la résidence partagée des parties située à (précisez l'adresse) :

_____;

accorder la garde temporaire d'enfant(s) mineur(s).

accorder une pension alimentaire temporaire pour enfants conformément aux Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants de l'État du Kentucky. Je vais, si possible, justifier les revenus des deux parents lors de l'audience en produisant les déclarations de revenus, les fiches de paie ou les déclarations de l'employeur. Si l'un des parents est un travailleur indépendant, je produirai, si possible, des reçus et des relevés de dépenses. Je comprends que le défendeur sera également avisé par **voie d'assignation** de produire ces documents.

attribuer la possession de ou des animaux domestiques partagés suivants au requérant :

Animal : (nom) _____ (type/race) _____ (couleur(s)) _____

Animal : (nom) _____ (type/race) _____ (couleur(s)) _____

Animal : (nom) _____ (type/race) _____ (couleur(s)) _____

Si vous devez répertorier des animaux supplémentaires, veuillez joindre une feuille de papier séparée.

- autoriser** (*cochez une case*) Le requérant ou le défendeur à récupérer ses effets personnels de la résidence partagée des parties située à (*précisez l'adresse*) _____ et les forces de l'ordre sont tenues de lui apporter leur aide.
- accorder d'autres mesures** qui vont contribuer à mettre un terme à la violence et aux abus, au harcèlement criminel ou aux agressions sexuelles (*décrivez*) :

_____ ;

et,

(2) Faire délivrer une assignation au défendeur faisant état de la date, l'heure et le lieu de l'**audience** en vue d'examiner les mesures auxquelles le requérant peut avoir droit, y compris les questions qui figurent au paragraphe (1) de cette motion, et le cas échéant, des conseils **obligatoires** pour le défendeur et d'autres mesures autorisées par la loi.

Le requérant déclare que les allégations contenues dans les présentes sont faites sur la foi de renseignements tenus pour véridiques.

Signature du requérant

NOTE : LA DÉLIVRANCE OU LE REFUS DE DÉLIVRANCE D'UNE ORDONNANCE DE PROTECTION D'URGENCE OU TEMPORAIRE NE VOUS EMPÊCHE PAS DE CONSULTER LE PROCUREUR DU COMTÉ POUR ENGAGER DES POURSUITES PÉNALES CONTRE LE DÉFENDEUR.

Signée et assermentée par-devant moi le _____ 2_____.

Date : _____ 2_____ *Nom

_____ Titre

**Doit être signée par le greffier de circuit ou toute autre personne autorisée par le tribunal à fournir et à vérifier les requêtes d'urgence.*

DÉCISION DU TRIBUNAL :

Ordonnance de protection d'urgence (EPO de l'anglais Emergency Protective Order) : Délivrée Refusée pour cause de : Relation insuffisante Absence de danger immédiat et manifeste de violence familiale et d'abus domestiques.

Convocation à comparaître à l'audience pour une ordonnance de protection contre la violence familiale (DVO de l'anglais Domestic Violence Order) : Délivrée Refusée pour cause de : Relation insuffisante Absence d'acte ou de menace de violence familiale ou d'abus domestiques.

Ordonnance de protection interpersonnelle temporaire (TIPO de l'anglais Temporary Interpersonal Protective Order) : Délivrée Refusée pour cause de : Relation insuffisante Absence de danger immédiat et manifeste de violence et d'abus dans les fréquentations, de harcèlement criminel ou d'agression sexuelle.

Convocation à comparaître à l'audience pour une ordonnance de protection interpersonnelle (IPO de l'anglais Interpersonal Protective Order) : Délivrée Refusée pour cause de : Relation insuffisante Absence d'acte ou de menace de violence ou d'abus dans les fréquentations, de harcèlement criminel ou d'agression sexuelle.

Commentaires supplémentaires : _____

_____, 2_____. _____ **Juge**